
Accès au génie civil de France Télécom

**Les conditions économiques de l'accès aux
infrastructures de génie civil de France Télécom**

Réponse de l'UFC-Que Choisir

Décembre 2010



L'UFC-Que Choisir est consciente que le développement de la fibre dépend étroitement de l'accès au génie civil (fourreaux et supports aériens). Dans cette perspective, l'association souhaite que l'ARCEP garantisse aux opérateurs tiers un accès dans de bonnes conditions aux infrastructures de France Telecom. Ce qui signifie, transparence, équité et un prix d'accès représentatif des coûts réels supportés par l'opérateur historique (soit une convergence, comme c'est la règle pour une infrastructure essentielle).

Le coût est, par conséquent, un paramètre fondamental de l'équation. Or, la méthodologie usuellement utilisée pour calculer le coût de référence de certaines infrastructures de l'opérateur historique peut se discuter.

En effet, si on se réfère au cas de la boucle de cuivre, la méthodologie utilisée jusqu'à présent, le coût économique courant a, semble-t-il, permis à l'opérateur historique de dégager une rente.

Cet écart serait, notamment, dû à l'intégration dans le calcul du coût de référence de prévisions d'investissements de renouvellement et d'entretien des infrastructures que l'opérateur historique n'aurait pas effectués.

La méthode de valorisation retenue doit autoriser et inciter France Télécom à investir de manière efficace dans la boucle locale cuivre afin de maintenir ce réseau en bon état. France Télécom doit donc bénéficier de revenus suffisants afin d'assurer le nécessaire renouvellement des actifs¹.

Pour avoir une idée de ce que peut être la rente dégagée revenons sur quelques chiffres donnés par l'ARCEP en 2005. L'ARCEP estimait le coût historique de la paire de cuivre à 7,35 euros². Or, son prix a été fixé à 9,29 euros. Ce dernier a été obtenu en se basant sur la méthode des coûts économiques courants. Ce choix serait guidé selon un objectif précis :

Ce qui signifie que potentiellement l'opérateur historique prouvait dégager une rente de $(9,29 - 7,35) \times 32,7$ millions de lignes (en 2005) $\times 12$ mois = 761, 2 millions d'euros.

L'UFC-Que Choisir ne dispose pas de l'expertise nécessaire pour établir qu'elle est le niveau réel de cette rente. D'ailleurs, les coûts pertinents sont peut être plus importants que le coût historique dans la mesure où ce mode de calcul écarte un certain nombre de paramètres comme l'inflation (cf. encadré). Mais il semble aujourd'hui clair qu'ils ne correspondent pas à la valeur établie de 9,29 euros (ni aux 9 euros en vigueur actuellement).

- La méthode des coûts historiques. Elle repose entièrement sur la comptabilité de France Télécom. La dépréciation est ainsi égale à l'amortissement comptable du réseau de boucle locale cuivre, et le coût du capital immobilisé est calculé à partir de la valeur nette comptable.
- La méthode des coûts courants. En comparaison de la méthode précédente, l'amortissement et le coût du capital sont modifiés pour intégrer les évolutions de prix des 10 actifs, c'est-à-dire à la fois l'inflation et le progrès technique. Le profil des annuités totales et les parts respectives de l'amortissement et du coût du capital, infléchis en conséquence, sont ainsi ajustés pour permettre à l'opérateur de financer régulièrement les renouvellements nécessaires de son réseau.
Source ARCEP

¹ Notification à la Commission européenne du projet de décision définissant la méthode de valorisation des actifs de la boucle locale cuivre ainsi que la méthode de comptabilisation des coûts applicable au dégroupage total, 12 Décembre 2005, p.8. http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/notif-commission-05-0834.pdf

² Consultation sur les méthodes de valorisation de la boucle locale cuivre p.11. Mai 2005 <http://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/publications/c-publique/consult-boucle-cuivre0405.pdf>

De manière plus générale on peut s'interroger sur la pertinence des prix établis pour l'accès aux infrastructures de l'opérateur historique. Le document « séparation comptable 2008 », par exemple, réalisé par France Télécom, laisse apparaître des soldes positifs pour un certain nombre de marchés régulés. On note, page 11, un solde positif de 118 millions d'euros au titre de l'offre de gros d'accès à la boucle locale et de 336 millions pour le bitstream.

L'UFC que Choisir n'est pas partisane d'une mesure extrême comme une baisse drastique des prix de l'ensemble des activités régulées. En effet, cela pourrait avoir des effets induits. Une baisse trop importante du prix du cuivre, par exemple, pourrait altérer l'incitation des opérateurs alternatifs à investir dans la fibre (car le dégroupage deviendrait plus rentable pour les opérateurs alternatifs). Cependant, on ne peut pas, non plus, cautionner un enrichissement sans cause de l'opérateur historique ce qui lui donne, d'ailleurs, un avantage concurrentiel. Cette rente pouvant servir à financer ses propres infrastructures fibres. C'est pour cela que l'association serait plutôt favorable à ce que ce surplus soit utilisé pour des investissements bénéficiant à l'ensemble de la collectivité. On peut, par exemple, imaginer qu'à cette fin la rente de l'opérateur historique soit transférée vers le fond d'aménagement numérique des territoires créé par la loi relative à la lutte contre la fracture numérique.

Concernant plus spécifiquement les fourreaux, une minimisation de leur prix ne peut qu'être bénéfique à la collectivité dans la mesure où elle favoriserait le développement du réseau fibre. Or, dans l'état actuel des choses l'UFC-Que Choisir estime que le risque d'une surévaluation du coût de référence et donc du prix d'accès aux fourreaux n'est pas à exclure d'autant plus l'ARCEP reconnaît que³ :

À ce stade, l'Autorité ne dispose pas d'éléments précis sur le niveau des investissements que France Télécom va consentir dans le génie civil en conduite au cours des prochaines décennies. En particulier, l'Autorité n'a pas la possibilité d'apprécier les nouveaux investissements en génie civil en conduite nécessaires pour accompagner le développement des réseaux de très haut débit.

Il existe donc une opportunité pour l'opérateur historique de réaliser une nouvelle rente, rente qui serait intolérable dans la mesure où, d'une part, tout coût supplémentaire pour un opérateur peut être répercuté sur le prix de détail (donc sur le consommateur), d'autre part, cette rente peut être utilisée par l'opérateur historique pour financer le déploiement fibre et lui donner un avantage concurrentiel.

Dans cette perspective, deux options apparaissent satisfaisantes pour l'association :

- Soit le mode de calcul utilisé pour déterminer le coût de référence est ajusté pour que cette rente disparaisse. Ce qui pourrait favoriser les investissements dans le déploiement.
- Soit, comme nous le proposons pour les autres cas, cette rente est prélevée pour des investissements bénéficiant à l'ensemble de la collectivité (opérateurs et consommateurs).

³ Accès au génie civil de France Télécom. Les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom, décembre 2009, p. 14. http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-acces-genie-civil-ft-171209.pdf